

La question des générations

On s'accorde à penser que les politiques sociales ont pour objectif de garantir le bien-être des populations, en particulier en les aidant à faire face aux coups durs de l'existence.

Au cours du dernier siècle au moins, elles se sont imposées comme une dimension majeure du développement général d'un grand nombre de pays. Elles constituent une part essentielle de l'activité des collectivités publiques, mais aussi du secteur privé. La régulation, et il faut le dire, la mise à jour des politiques sociales, représente un enjeu important qui exige un solide sens de l'histoire.

En outre, elles doivent pouvoir se fonder sur une claire évaluation de la qualité du présent, en termes de ressources, de succès, mais aussi de lacunes tues, tolérées ou émergentes. Par ailleurs, on ne saurait gérer les politiques sociales sans une certaine confiance dans l'avenir, attitude individuelle et collective nécessaire à l'élaboration et à la mise en œuvre des solidarités¹.

Enfin, dans la mesure où tout le monde est concerné par ces politiques, à tous les âges de la vie, la qualité des rapports entre les générations constitue un élément essentiel de la production et de la gestion des politiques sociales.

C'est en particulier en accordant toute leur importance à ces considérations que nous sommes invités à approfondir notre réflexion sur le thème qui fait l'objet de ce texte, à savoir les dimensions, les enjeux et les débats qui peuvent être regroupés dans ce que nous appelons la "question des générations".

Ainsi, toute approche analytique et planificatrice des politiques sociales doit intégrer une réflexion sur l'état et l'évolution de la structure des relations entre les générations et la dynamique qu'elle intègre².

Celles et ceux qui doivent se préoccuper de la garantie du bien-être au sein d'une population dont l'âge s'étend sur quelque cent ans sont appelés à tenir compte des problèmes posés par les différences d'expériences, de modes de vie, de situations, d'attentes et de projets, qui caractérisent cette population, ainsi que par les types de relations qui s'instaurent entre ses différents segments.

L'avenir des politiques sociales

La prise en considération de ces réalités devenues des évidences très apparentes, mais trop peu étudiées, représente un défi pour les temps qui viennent. Les personnes engagées dans ces champs d'action se trouvent placées face à l'incontournable nécessité d'affiner ce dossier et de l'intégrer à leur discours et à leur processus de décision.

En d'autres termes, il est impossible de penser et de construire l'avenir des politiques sociales sans développer résolument une réflexion et des études sur les relations entre les générations.

Dans l'état actuel de nos informations et de la documentation disponible, il apparaît que le patrimoine recueilli jusqu'ici est déjà fort substantiel.

Reste à le rassembler, le structurer, préciser des axes de développement, esquisser des principes pour l'action. De plus, il convient d'inscrire cette préoccupation dans la durée et de se donner les moyens d'une observation systématique de l'évolution de ce que nous appelons, pour faire bref, les relations entre les générations. A terme, ce projet définit une méthode de travail pour tous ceux qui

¹ Gilliard P. et Rossini S., *La protection sociale en Suisse*, Réalités sociales, Lausanne, 1997.

² Fragnière J.-P., *Politiques sociales pour le XXIe siècle*, Réalités Sociales, Lausanne, 2001.

s'attachent au développement de la sécurité sociale et de l'action sociale au sens le plus large du terme.

Ces propos ne sauraient se réduire à une simple déclaration d'intention. Ils invitent à un travail de longue haleine pratiqué dans une perspective résolument interdisciplinaire³. Les réflexions qui suivent se proposent modestement d'évoquer quelques aspects d'une démarche appelée à se développer, à s'enrichir et à s'installer dans nos habitus d'analyse et de programmation.

L'indispensable approche interdisciplinaire

Une lecture rapide de la documentation disponible fait apparaître l'impressionnante diversité des thèmes de réflexion qui entrent en jeu dans une réflexion sur la question des générations. Elle révèle aussi la multiplicité des disciplines qui sont appelées à contribuer à cette analyse. Et encore, ce dossier est loin d'être exhaustif dans les aspects du problème qu'il retient comme dans les textes qu'il propose. Il faudrait une bibliothèque bien plus vaste pour aborder, ne serait-ce que partiellement, les problématiques en jeu. Cela dit, le dialogue entre des spécialistes très divers est un instrument fécond pour ceux qui souhaitent faire l'exercice d'un regard interdisciplinaire sur un problème de société dont on redira qu'il est majeur⁴.

Dimensions du problème

Quelques remarques s'imposent sur les dimensions retenues dans cette brève contribution. Au-delà des choix de circonstances et de nécessité, il faut bien admettre que la plupart d'entre eux sont incontournables et doivent par conséquent être significativement maîtrisés aussi bien par ceux qui souhaitent émettre des considérations sur les problèmes des générations que par les acteurs chargés de la conception et de la mise en œuvre des mesures socialement opportunes.

Défis à la planification sociale

Évoquons d'abord une crainte exprimée par Guy Perrin⁵ dont on connaît pourtant le sage optimisme sur l'avenir de la sécurité sociale. « La véritable inconnue réside en fait dans l'attitude des nouvelles générations à l'égard de la sécurité sociale et des exigences de solidarité qu'elle impose. En effet, les systèmes de protection sociale reposent sur un double pacte social implicite, d'une part entre les personnes protégées et les pouvoirs publics, d'autre part entre les personnes actives d'aujourd'hui et celles de demain. Le premier pacte est sujet à des adaptations plus ou moins rigoureuses selon les difficultés du moment(...). Le second pacte implique une solidarité entre les générations successives qui constitue notamment le fondement des régimes de pensions de vieillesse, avec ingénuité dans le système financier de répartition et de manière insidieuse dans le système de capitalisation. Or, la seule garantie des personnes actives pour leur propre avenir réside dans l'espoir que les générations suivantes accepteront d'assumer les charges correspondant à celles que supportent les personnes actives d'aujourd'hui(...). Cette incertitude, qui relève d'un aspect essentiel de la condition humaine, ne peut sans doute être dissipée complètement, mais elle peut être réduite par une double précaution active. Sous l'aspect démographique tout d'abord, la

³ Höpflinger F., *Generationenfrage. Konzepte, theoretische Ansätze und Beobachtungen zu Generationenbeziehungen in späteren Lebensphase*, Réalités Sociales, Lausanne, 1999.

⁴ Höpflinger F., « Transdisziplinarität: Stichworte und Anmerkungen », in : Jean-Pierre Fragnière, François Höpflinger, Valérie Hugentobler (Eds), *La question des générations. Dimensions, enjeux et débats*, Dossier d'enseignement, Institut Universitaire Âges et Générations, Sion, 2002.

⁵ Perrin G., *Sécurité sociale*, Réalités sociales, Lausanne, 1993.

lutte contre le vieillissement doit être soutenue par une politique sociale et familiale résolue qui ait le courage de s'affirmer en s'adaptant aux aspirations nouvelles. Quant au respect du devoir de solidarité, il doit être favorisé par l'information et surtout par l'éducation dont le rôle est précisément de transmettre les valeurs sociales. ”

Les faits démographiques

Au-delà des informations distillées au jour le jour, et qui annoncent les fluctuations de la natalité, de la divorcialité, de l'espérance de vie, etc., un certain nombre de lames de fond sont repérables dans nos sociétés qui en transforment la structure et les modalités des relations entre les personnes et les groupes qui la constituent. De plus, c'est le calendrier même des vies qui est bouleversé avec les impacts macro-sociaux et individuels que cela implique⁶.

Une lecture simple, voire simpliste, des données démographiques permet de pousser quelques ah ! ou quelques oh ! Sur le plus long terme, c'est un véritable bouleversement qu'il s'agit d'intégrer. Qu'y a-t-il de commun entre mon concitoyen qui a grandi dans la perspective d'une espérance de vie d'une soixantaine d'années et celui à qui l'on dit que le plus probablement il fêtera son 85^e anniversaire en bonne santé ? Dans le corps électoral, il est des citoyens qui ont vu la richesse nationale doubler deux à trois fois. Il en est d'autres qui sont sortis de l'adolescence entourés d'une rumeur suggérant que la Suisse est en crise et que la pénurie s'installe.

Il y a crise et crise. L'autre jour, une octogénaire, par ailleurs, multimillionnaire, s'inquiétait pour son AVS en disant : “ On ne sait jamais ce qui peut arriver ! ”. De tels propos peuvent arracher des sourires à un jeune universitaire débutant. C'est qu'il n'a pas connu les lourdes crises et les incertitudes auxquelles a pu être confrontée cette dame. Ce que l'on n'a pas senti sur la peau est beaucoup plus difficile à intégrer dans les choix de solidarité sociale et politique. Le simple récit, voire la lecture des meilleurs ouvrages, ne saurait pallier la différence majeure des expériences. Surtout dans un monde qui tend à négliger l'écoute et l'étude de l'histoire.

Regards croisés. La question des images

Le regard que porte un adolescent sur un groupe de personnes très âgées et l'image qu'ont les vieillards de cette jeunesse qui surgit méritent d'être observés avec la plus grande attention. Les enjeux se posent en termes de reconnaissance des besoins des autres groupes d'âges, d'attitudes réciproques et de comportements à construire, voire à rectifier. C'est toute la question de l'ouverture aux autres générations qui est ainsi posée avec la forte ambivalence qui a été mise en évidence par plusieurs travaux⁷.

Lorsque les jeunes expriment leur représentation de la personne âgée et surtout du groupe des “ vieux ”, ils en ont une image fort éloignée de la réalité, qu'il s'agisse de leur importance numérique, de leur position sociale et politique, ou encore de leur état de santé. De même, le regard porté par les seniors sur la jeunesse est lourd d'inquiétudes peu fondées⁸. Le poids des craintes inutiles est relativement lourd et ne facilite pas l'acte de prise de contact, voire de planification

⁶ Calot G., *Deux siècles d'histoire démographique suisse*, Office fédéral de la statistique (Ed.), Berne, 1998.

⁷ Clémence, A. & Roux, P. (1998). Stéréotypisation et personnalisation dans la représentation des jeunes et des personnes âgées. In J.-L. Beauvois, R.-V. Joule & J.-M. Monteil (Eds), *Perspectives cognitives et conduites sociales*, Vol. 6 (pp. 223-243). Neuchâtel, Paris: Delachaux & Niestlé.

⁸ Roux P., Gobet P., Clémence A., *Stéréotypes et relations entre générations*, Rapport final de recherche PNR32, Projet 4032-35701, Mimeo.

d'actions solidaires. Dans ces conditions, on devine que les solidarités intergénérationnelles peuvent être sous-estimées et les initiatives freinées par ces malentendus.

La question des modes de vie

La cohabitation dans une société à trois, voire quatre générations, de personnes et de groupes dont l'expérience et les comportements sont fort variés, doit être appréciée avec soin. Il s'agit-là de questions qui relèvent aussi bien des ressources, de la culture, des échanges, que du partage⁹.

Dans une population du type de celle qui habite la Suisse, la cohabitation de styles de vie fort différents, fondés sur des valeurs et des comportements tout aussi différents, fait apparaître la nécessité de conduire des politiques susceptibles de faire la part de ce qui est universel et de garantir la souplesse permettant la prise en considération de cette diversité des modes de vie. Là encore, de sérieux efforts d'investigation et de communication s'imposent pour permettre le dépassement de stéréotypes susceptibles de bloquer le dialogue et, d'une certaine manière, l'exercice des solidarités.

Les échanges entre les générations

Leur poids est particulièrement significatif et a pu être mis en évidence¹⁰. On peut estimer qu'une grande partie des problèmes que rencontrent les jeunes, les actifs, les aînés, sont en partie allégés, voire résolus, par diverses formes d'échanges entre les générations. Et il ne s'agit pas simplement de transferts financiers. On devine l'importance de l'enjeu et la nécessité de conduire des politiques qui tiennent compte de cet état de fait, qui reconnaissent ces réalités, voire qui renforcent et facilitent leur expression¹¹. Les débats en cours sur les politiques familiales ou encore sur l'impôt sur les successions ne sauraient faire l'économie d'une solide prise en considération du rôle social éminent de ces échanges.

Soi et son destin

On ne construit pas sa vie de la même manière si l'on se réfère à un horizon de quatre-vingt-dix ans ou de trente ans. Dans la mesure où la vie de chacun est aussi, certains disent avec raison, surtout un projet, la question des générations devient déterminante pour le modelage des destins individuels et ainsi que pour la construction des identités, parfois des raisons de vivre aux différentes étapes de l'existence¹².

Ainsi, si l'on construit son projet de vie en référence à un horizon, par ailleurs de plus en plus long, donc diversifié, donc imprévisible, un grand défi est lancé à la planification des politiques sociales. Le plus simple est évidemment de retenir des mesures qui s'appuient sur l'hypothèse de parcours linéaires et prévisibles. Dès lors que la réalité se révèle beaucoup plus complexe et extrêmement diversifiée, deux exigences s'imposent. D'abord, une meilleure connaissance de la réalité et des caractéristiques dominantes de chaque étape de la vie, mais aussi une méthode de planification des politiques qui permette des ajustements relativement rapides en fonction du changement qui

Sommer J.-H., Höpflinger F., *Changements des modes de vie et avenir de la sécurité sociale*, Réalités sociales, Lausanne, 1990.

Coenen-Huther J., Kellerhals J., Von Allmen M., *Les réseaux de solidarité dans la famille*, Réalités sociales, 1994.

¹¹ Fragnière J.-P., Puenzieux D., Badan Ph., Meyer S., *Retraités en action, L'engagement social des groupements de retraités*, Réalités Sociales, Lausanne, 1996.

¹² Perrig-Chiello P., Höpflinger F., Kaiser A., & Sturzenegger M., Psychosoziale Aspekte der Lebensbedingungen von Frauen und Männern im mittleren Lebensalter, *Zeitschrift für Familienforschung*, 11,3,5-27.

marquera les acteurs vivant ces étapes. Un seul exemple : comment organiser un établissement médico-social pour une population qui, dès son enfance, aura disposé d'une chambre individuelle ?

Apprendre à grandir

Par précaution, nous n'utilisons pas l'expression " Apprendre à vieillir ". Le chemin qui nous fait passer de la petite enfance et les premières prises de conscience d'être un être social à la grande vieillesse n'est pas un long fleuve tranquille, il est marqué par la découverte, par l'imprévisible et, pour l'essentiel, il est transformé par des événements que nous ne saurions anticiper, quelles que soient les vertus de la prospective. Ce rappel banal de la dimension aléatoire des parcours de vie nous invite à la réflexion sur le développement des savoirs et des savoir-faire qui nous permettent de franchir des étapes dont on ne sait que très partiellement ce qu'elles seront¹³. Lorsque le parcours de vie consistait à être enfant (*infans*, donc " qui se tait "), puis adulte travailleur, enfin être vieillissant, à savoir fatigué et/ou infirme, le problème pouvait apparaître plus simple. L'était-il ? Nous en doutons.

Une chose est certaine, aujourd'hui les parcours sont plus longs, plus sinueux, plus chargés d'étapes¹⁴. A chacune d'entre elles, l'acquisition de compétences différentes, voire nouvelles, s'impose, elles ne relèvent pas toujours de la responsabilité individuelle, de la spontanéité, d'un donné social. Pour utiliser un terme qui fait les beaux jours des discours à la mode, des " mesures d'accompagnement " s'imposent et doivent être définies, testées et mises à la disposition des acteurs qui vivent ces différents moments de leur existence. Leur durée de vie, mieux leur pertinence, peut être relativement brève, ce qui exige un souci d'adaptation, voire de redéfinition permanente. En d'autres termes, les jeunes gens nés dans les années nonante ne se prépareront pas à ce que nous appelons encore aujourd'hui la retraite, voire la vieillesse, de la même manière et selon les mêmes processus que ceux qui sont proposés aux sexagénaires de ce début du XXI^e siècle. On devine l'ampleur et l'importance de la poursuite des réflexions déjà esquissées et des propositions qui doivent être élaborées à moyen terme. Il n'est pas impossible de rêver que tout cela puisse se préparer sur la base d'une observation systématiquement mise à jour pour que le bricolage, voire le déni, ne deviennent pas la règle générale.

La question des normes et des mesures

Dans la gestion des relations entre les générations, l'importance de la formulation des droits et de l'évolution de ceux-ci, au gré des transformations des comportements constitue une activité majeure. On sait que depuis de nombreuses décennies, on a massivement légiféré pour régler les multiples enjeux qui caractérisent les relations entre enfants, parents, aïeuls, entre jeunes et vieux, entre catégories de personnes ayant bénéficié du miel des " Trente glorieuses " et celles qui sont entrées dans la vie sociale dans des périodes dont, pour le moins, on peut dire qu'elles sont moins fastes. La production de ces appareils législatifs aurait grand tort de négliger les enjeux liés à la question des générations. Certaines dérives economicistes qui ont pu être constatées au cours des dernières années constituent un avertissement salutaire, encore faut-il l'entendre et le comprendre.

¹³ Höpflinger F., Stuckelberger A., *Demographische Alterung und individuelles Alterns*, Seismo, Zürich, 1999.

¹⁴ Chauvel L., *Le destin des générations, Structure sociale et cohortes en France au XX^e siècle*, Presses Universitaires de France, Paris, 1998.

La question de l'aménagement de la cité

On devine que l'allongement de la vie et la cohabitation de générations plus nombreuses affecte des aspects importants de nos existences comme la signification du temps, la signification du logement et plus généralement l'organisation de l'espace. L'importance de tous ces aspects n'échappe à personne, surtout pas à qui est chargé de tâches de planification et de prospective. Tenir compte du présent connu, du présent latent, de l'avenir probable et de l'avenir prévisible, ce n'est pas une sinécure. Sans doute, la marge d'erreur est inévitable. Encore faut-il exploiter résolument les savoirs disponibles pour réduire au maximum les erreurs dont on sait que certaines peuvent être porteuses de souffrances et de catastrophes.

Dans ce domaine, la question des ghettos se pose avec une incontestable acuité. Bien sûr, le temps est dépassé, où il était de bon ton de parquer les vieux dans des institutions "accueillantes et adaptées" et de fixer les jeunes dans des centres de loisirs. Pourtant, au-delà des intentions, la menace d'un renforcement des ghettos est loin d'être écartée. Le nombre d'initiatives en cours fondées sur un projet de stimuler les échanges entre les générations est pour le moins modeste. Pour ne prendre que le secteur qui dépend directement ou indirectement des pouvoirs publics, le critère de promotion des relations entre les générations ne pèse pas d'un poids déterminant, tant s'en faut. A cet égard, le chantier qui s'ouvre est majeur et appelle non seulement une poursuite de la réflexion, mais l'élaboration d'un train de mesures qui ne pourra, là aussi, qu'être élaboré dans une perspective résolument interdisciplinaire¹⁵.

La perception des besoins

S'il est un domaine fortement déterminé par l'expérience individuelle et collective comme par les systèmes de valeurs, c'est bien la perception des besoins légitimes. On sait que la clause du besoin, donc sa reconnaissance politique, est déterminante pour que des réalisations puissent voir le jour¹⁶. Trop souvent, les besoins ont été considérés comme naturels, universels et relativement stables. Cette approche est évidemment illusoire, mais elle se révélait commode pour la planification. En réalité, ce sont des groupes sociaux dans leur diversité, voire dans le cadre des conflits qui les opposent, qui produisent la définition des besoins qu'il vaudrait mieux désigner par le terme de revendication. Or, s'il faut bien, en politique, arbitrer entre les revendications, la phase d'expression de celle-ci doit être rendue possible et l'écoute des inévitables, voire légitimes différences, est incontournable. Dans cette perspective, l'affirmation et l'accueil des différences constitue un enjeu qui marque les processus de décision. Encore faut-il parvenir à considérer que les différences sont non seulement acceptables, voire tolérables, mais qu'elles sont aussi créatrices. Cela concerne tout aussi bien le type de musique qui sera diffusé dans une boutique ou dans un home, que l'organisation de la circulation ou la durée des feux verts à un carrefour. Chaque fois qu'un déficit d'accueil et d'expression de ces revendications sera perçu comme violence insupportable, les germes de conflits entre les générations sont inscrits dans ces pratiques paresseuses. Le sentiment de justice, trop souvent bafoué, peut conduire à des éruptions, des blocages, voire des conflits aussi tenaces qu'inutiles.

La gestion de l'abondance

¹⁵ Wahl H.-W., Mollenkopf H. und Oswald F., *Wohnen, Wohnumfeld und Beziehungen zur Natur: Aktuelle Befunde der Altersforschung*, Deutsches Zentrum für Altersforschung an der Universität Heidelberg, Schriftfassung des Vortrags auf der Tagung „Die Zukunft der Zusammenarbeit zwischen den Generationen“, Tagung 16.-18.10.2000, Evangelische Akademie Loccum.

¹⁶ Fragnière J.-P., (avec P. de Laubier et J. Kellerhals), *Pratique des solidarités*, Réalités sociales, Lausanne, 1991.

Faut-il rappeler qu'une partie notable de la population suisse a parcouru un bon bout de chemin de sa vie qui n'était balisé que très partiellement par la sécurité sociale dans une situation où les ressources individuelles et la richesse collective étaient deux à trois fois plus modestes qu'aujourd'hui. Souvent, ils ont appris à se serrer les coudes et à inventer des solutions individuelles, de famille, de clan ou de voisinage, pour faire face aux aléas de la vie. Aujourd'hui, la jeune génération s'est construite dans un contexte où les sécurités de base sont garanties et la protection sociale est, pour l'essentiel, généralisée, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur les insupportables lacunes qui doivent encore être comblées¹⁷. Cet heureux développement d'une protection presque généralisée ne devrait pas entraîner une méfiance, voire une rupture du dialogue, entre celles et ceux qui ont connu l'insécurité et qui en ont souffert et ceux qui se sont trouvés protégés dès le berceau¹⁸. En quelque sorte, il s'agit d'apprendre à gérer l'abondance, et nous ne sommes pas oublieux des profondes inégalités qui perdurent, voire qui s'aggravent¹⁹.

La formation des choix politiques

Dans nos démocraties, il est de bon ton de rappeler que le droit de vote est accessible aux citoyennes et citoyens de plus de 18 ans, ainsi on prend part aux décisions de 18 à 100 ans, voire plus. Pour un même objet, prenons l'exemple de l'assurance-maternité, sont appelés à décider des jeunes gens dont le projet familial est pour le moins peu esquissé et des grand-mères qui ont connu l'exercice de leur maternité dans des conditions de vie et avec un statut dont on a oublié combien ils étaient différents des modèles culturels dominants aujourd'hui. Mettre au monde un enfant en pleine guerre 39-45 n'a pas grand-chose à voir avec le même choix développé dans les années 80. Reconnaître les énormes différences qui caractérisent les diverses générations appelées à cohabiter et co-décider aujourd'hui fait sans doute partie des savoirs à acquérir et à développer pour rendre possible une véritable "convivialité" constructive et solidaire entre les générations.

Le rapport aux technologies

Rien de neuf sous le soleil, à un rythme de plus en plus vigoureux, l'évolution technologique vient offrir de nouveaux horizons à chacun d'entre nous, mais sous des formes dont la complexité réelle (pas la simplicité promise) introduit des clivages entre les groupes sociaux, mais aussi entre les générations. La capacité d'entrer dans ces moules prometteurs, séduisants, mais contraignants, n'est pas distribuée de manière linéaire aux jeunes ou moins jeunes et aux aînés. Dans ce domaine, les invitations et les exhortations sont sympathiques, mais elles ne suffisent pas à assurer la garantie d'une capacité d'adhésion de tous ces groupes. Même les techniques construites pour rapprocher, pour réduire les distances et économiser le temps, peuvent être des instruments porteurs de marginalisation contrainte, parfois reconnue, souvent inavouée. C'est une situation typique où l'on peut glisser l'adage : "Le mieux est l'ennemi du bien". Ce problème est d'autant plus prégnant que l'innovation technologique se concentre dans le champ de la communication, en quelque sorte, dans les canaux appelés à garantir et promouvoir le lien social. Innover est sans doute prometteur. Économiquement, la démarche a produit des fruits, des richesses et quelques milliardaires. Encore faut-il s'intéresser à la manière dont les différentes générations peuvent et veulent construire leur vie quotidienne en intégrant ces bonds technologiques et ces instruments qui se glissent, voire s'imposent dans les modalités d'organisation de leur vie quotidienne. Rien ne permet de penser

¹⁷ Greber P.-Y., *La solidarité dans la sécurité sociale : nécessité et limites*. Conférence présentée dans le cadre du Jubilé de la CEH-Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du Canton de Genève, Genève, 28 novembre 1996.

¹⁸ Gilliard P., *Politique sociale en Suisse. Introduction*, Réalités sociales, Lausanne, 1988.

¹⁹ Levy R., e.a., *Tous égaux? De la stratification aux représentations*, Seismo, Zurich, 1997.

qu'il faille une fois encore jeter l'opprobre sur l'innovation technologique. Tout nous porte à croire que sans une maîtrise du contenu, du rythme et des modalités de ces innovations galopantes, la "fracture" entre les générations, ou au moins de groupes entiers de personnes, peut aller s'élargissant. Les "effets secondaires" d'une non-entrée en matière sur ces enjeux peuvent être lourds, coûteux et, dans certaines conditions, déchirants. On ne construira pas la politique sociale de demain sans veiller soigneusement au contrôle et à la maîtrise de ce défi.

La distribution des ressources

Dans les discussions récentes en matière de politique sociale, on s'est interrogé sur les problèmes de redistribution *entre* les générations et *aux* diverses générations. Les "vieux" sont-ils gagnants ? Les familles sont-elles perdantes ? Et qu'en est-il des jeunes ? Dans un contexte où les changements démographiques sont particulièrement marqués, la question d'un équilibre dans l'affectation des ressources se pose comme un enjeu qui doit être évalué en permanence et cela indépendamment du poids politique des groupes concernés. Sans évoquer ici la crainte, certainement infondée, d'une guerre des générations, il est clair qu'il serait irresponsable de laisser se creuser des fossés dont on mesure mal l'effet qu'il pourrait avoir sur la cohésion sociale. Ainsi, la forte concentration de la richesse dans les mains des personnes âgées (une petite partie d'entre eux, il est vrai), ne saurait être considérée comme un "détail" naturel, légitime et sans conséquence.

Créer des instruments spécifiques

Evoquer la question des générations, ce n'est pas inviter à un pur exercice de curiosité intellectuelle, c'est créer les conditions de la mise en œuvre d'instruments permettant une meilleure gestion des politiques publiques ainsi que des niveaux les plus divers des pratiques professionnelles. Pour le dire en d'autres termes, il devient quasiment impossible de gérer son propre projet de vie, son projet professionnel, son institution, son champ d'activité, sans intégrer dans les choix des critères de priorités, voire des modalités d'adaptabilités qui s'inspirent d'une bonne connaissance de la question des générations. Nombre de ces instruments existent et ils sont fréquemment mis en œuvre, mais leur fragilité peut être considérée comme véritablement dommageable à une construction solide des projets et des horizons possibles. Il ne suffit pas de bons mots et de déclarations. A ce stade, la construction de techniques de travail s'impose.

Perspectives pour l'étude et l'action

Ces propos et le dossier sur lequel ils s'appuient²⁰ se veulent donc une modeste contribution au développement de pratiques d'études et de recherches interdisciplinaires sur une question à la fois importante et complexe. Avec la collaboration de nombreux acteurs, il faut encore envisager des étapes déterminantes, par exemple, construire un observatoire des générations, élaborer des stratégies d'intégration de ces faits sociaux dans les pratiques institutionnelles, affiner et diffuser les modalités du travail inter- et transdisciplinaire. A cet effet, la mise en place de réseaux de personnes habitées par cette préoccupation est urgente et nécessaire aussi bien pour l'action scientifique que pour l'action sociale au sens le plus large du terme.

²⁰ Fragnière J.-P., Höpflinger F., Hugentobler V. (Eds), *La question des générations. Dimensions, enjeux et débats*, Dossier d'enseignement, Institut Universitaire Âges et Générations, Sion, 2002.